Cfdt des choix, des actes
Syndicat Francilien Communication Conseil, Culture

Contre-communiqué Evry CTC

La CFDT piteuse ? NON ! Courageuse ? OUI !

Sud ne vous a pas tout dit !

Dans un communiqué ressemblant fort à une tentative désespérée pour prendre le train de la négociation en marche, Sud se lâche sur la CFDT, et ment délibérément, soit par omission, soit en refaisant l'histoire, pratiques trotskistes bien connues. Ils ont gagné ! Jusqu'à présent, la CFDT a respecté l'intersyndicale locale, Sud compris, mais on n'a pas vocation à tendre la joue gauche, on est plutôt du genre à appliquer la loi du talion puissance 10 : pour un œil, les deux yeux, pour une dent, tout le râtelier ! Alors voici quelques vérités et quelques points sur quelques « i », à partir d'extraits de ce communiqué de Sud, histoire de stopper ces polémiques stériles.

« La CFDT n'a pas tenu compte de l'avis des agents du centre et de ses militants », « elle a même retiré son mandat de négociation à son représentant local ».

Lors de la consultation du personnel, 60 agents se sont prononcés pour la négociation d'un accord social, le 27 avril. Parmi eux, la quasi-totalité des adhérents et des militants CFDT, sauf un. Le choix de négocier était pour nous, très clair. Nous n'avons pas retiré de mandat à qui que ce soit, puisque nous n'en avions jamais donné ! Le choix de notre représentant d'après-midi de rester dans l'intersyndicale est un choix personnel que nous respectons, mais sans l'étiquette CFDT, car nous ne jouons pas double-jeu, contrairement à d'autres. Enfin, il est fort de café de nous reprocher un déni de « démocratie », quand l'intersyndicale, avec SUD, met plus de 5 semaines après la consultation pour intégrer la négociation sociale demandée par un nombre significatif d'agents ! C'est encore plus fort quand on sait ce qui s'est passé dans les CTC de Nanterre et d'Issy-les-Moulineaux, quand les adhérents des sections locales SUD se sont prononcés à plus de 67% (Issy) et 85% (Nanterre) pour la signature des accords CQC de la PIC 92, et que le syndicat SUD est le seul syndicat à avoir refuser de les signer ! Une belle leçon sur « comment sacrifier l'intérêt des agents sur l'autel de l'idéologie politique ». Le choix de la CFDT est un choix assumé, qui n'a pris personne en traître. On a le droit d'être opposé à ce choix, nous sommes dans un régime démocratique après tout, pas totalitaire, ou pire, NPAiste !

« Une CFDT piteuse qui, dans son dernier tract, était obligée de reconnaître que son cavalier seul n'avait servi à rien, le sort du CTC étant de fait entre les mains de l'intersyndicale, qui représente 94% des voix des agents du CTC ! »

Vu la prose prolixe de SUD dans le 91, on ne peut croire qu'ils ne savent pas lire. Ce tract avait pour objet d'obtenir des avancées sur deux points important pour nous : la prime de mobilité fonctionnelle pour Wissous, et le dispositif « temps partagé ». Mis à part une pratique syndicale axée sur les apparences, qu'a fait SUD pour faire avancer la négo ? Rien, si ce n'est de convaincre les autres acteurs de l'intersyndicale d'entrer en négo (ce qui explique peut-être les fameuses 5 semaines). **Et puis disons-le clairement : ce qui a avancé l'est de notre seul fait, ce qui reste à obtenir aussi.** Nous avons même délibérément laissé quelques points, que nous avions négociés, pour que l'intersyndicale ne se sente pas exclue, afin d'obtenir un accord viable juridiquement. Mais vu ce tract de SUD, notre choix est dorénavant de mettre tout le monde devant ses responsabilités : patrons, syndicats, agents. La seule vérité est en effet que l'intersyndicale représente 94% des voix du personnel du CTC. Pour le reste, les agents ont le droit de croire que l'intersyndicale est plus forte pour négocier. Qu'ils lui demandent simplement ce qu'elle a fait, si elle est intervenue au plus haut niveau pour abonder l'enveloppe financière, si elle s'occupe des reclassements, si elle a demandé audience dans les centres actuels ou à venir pour vérifier les capacités d'accueil etc… ce boulot, la CFDT l'a fait et le fera encore !

« …les nombreux courriers des élus, députés, sénateurs…demandant un moratoire de 6 mois et l'ouverture de négociations sur le contre-projet de maintien du CTC n'ont trouvé aucun écho…le pouvoir économique semble se moquer totalement du pouvoir politique…ce qui n'est pas une découverte, mais une confirmation ! »

Pourquoi alors, pendant plusieurs mois, avoir fait prendre des vessies pour des lanternes aux agents ? Tout le monde connaît le cynisme des politiques, et ce sont leurs propos démagogiques et mensongers lors de la grève du 27 mars, ainsi que ceux du représentant départemental SUD, qui nous ont particulièrement interrogés sur la pertinence de demeurer ou non dans cette intersyndicale. C'est pourquoi nous avons milité pour une consultation du personnel, afin de savoir ce qu'il en pensait. Et ce, dès le 28 mars au matin. Vu l'actualité violente dans certains endroits de l'Essonne, que les politiques s'occupent de leurs citoyens, nous, on s'occupe des postiers !

« Cerise sur le gâteau, la CFDT était absente de cette reprise de négo, faite sous la menace de l'intersyndicale de déposer le dossier du CTC devant les tribunaux ! »

Travestissement de vérités. Si la CFDT était absente, c'est parce que la Direction nous a envoyé des convocations que nous n'avons pas eues. Elle nous a appelé 10 mn avant la plénière pour nous demander où on était, et nous nous sommes faits excuser, car nous avions tous d'autres engagements, n'étant pas au courant de cette date. Par contre, nous étions au courant qu'il y aurait deux plénières supplémentaires, ce qui nous semblait judicieux, comme nous le disions dans le tract précédant, pour donner un espace à l'intersyndicale, croyant encore à cette époque que le fait d'intégrer la négo pouvait faciliter un accord valable juridiquement. Ces deux plénières étaient une des réponses à notre tract, et non le fait d'une quelconque lettre recommandée, aussi menaçante soit-elle ! Si on devait obtenir satisfaction à chaque fois par LR AR, ça coûterait moins cher en temps, en argent…

Et maintenant ?

Ce qui est dit est dit, ce qui est écrit est écrit. La CFDT est consciente qu'en écrivant ce contre-communiqué, nous avons divulgué quelques éléments qui ne favoriseront pas les rapports entre syndicats. Déjà, on a bien senti que la campagne électorale pour les élections avait démarrée, vu le nombre de coups sous la ceinture, vu l'apparition de syndicats qui luttent pour leur survie en Essonne. Nous, on ne fait pas dans l'électoralisme. On suit une ligne de conduite, qu'elle plaise ou non, qui a pour objectif de défendre au mieux ce que nous estimons relever de l'intérêt des agents ! Etre dans une intersyndicale pour en être ne nous intéresse pas, surtout si celle-ci doit museler notre action parce qu'il y a les élections, parce qu'il faut faire de la surenchère en tentant d'exister en débordant tout le monde sur la gauche. Ce syndicalisme d'apparence, nous le laissons à d'autres, car il envoie bien trop souvent les agents dans le mur, créant ainsi du désespoir et de la souffrance. Ce terreau est peut être bon pour les radicaux de tous poils, mais ce n'est pas le nôtre.
Car à trop vouloir surfer sur la démagogie et les populismes de tous bords, on brûle les ailes de la démocratie et de l'émancipation des individus ! A bons entendeurs…

Avec vous, pour vous, la CFDT !

Une force d'actions, de propositions, de négociation à votre service !

Le 18 octobre 2011

VOTEZ CFDT

La réponse syndicale d'aujourd'hui